

**Art. 2.** Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 6 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur

J. JAMBON

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration  
chargé de la Simplification administrative  
T. FRANCKEN

**Art. 2.** De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eersteminister en Minister van  
Veiligheid en Binnenlandse Zaken

J. JAMBON

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,  
belast met Administratieve Vereenvoudiging,  
T. FRANCKEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

[2017/201387]

**24 FEVRIER 2017.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 mars 2010 portant exécution du chapitre 6 du Titre XI de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (1), relatif aux cotisations de sécurité sociale et retenues dues sur des régimes de chômage avec complément d'entreprise, sur des indemnités complémentaires à certaines allocations de sécurité sociale et sur des indemnités d'invalidité

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (1), l'article 118, § 4, modifié par la loi du 25 décembre 2016, l'article 120, § 5, modifié par les lois du 28 avril 2010 et 25 décembre 2016, l'article 124, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, modifié par les lois des 23 décembre 2009, 29 mars 2012 et du 25 décembre 2016, l'article 124, § 2, modifié par la loi du 30 décembre 2009, l'article 124, § 3, modifié par la loi du 25 décembre 2016 et l'article 125, § 3, modifié par la loi du 30 décembre 2009;

Vu l'arrêté royal du 29 mars 2010 portant exécution du chapitre 6 du Titre XI de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (1), relatif aux cotisations de sécurité sociale et retenues dues sur des régimes de chômage avec complément d'entreprise, sur des indemnités complémentaires à certaines allocations de sécurité sociale et sur des indemnités d'invalidité;

Vu l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale;

Vu l'urgence;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 novembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2016;

Vu l'avis 60.810/1 du Conseil d'Etat, donné le 8 février 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que la Loi-programme du 25 décembre 2016 augmente la cotisation patronale spéciale sur les régimes de chômage avec complément d'entreprise à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et que cet arrêté d'exécution a pour but d'instaurer un taux de cotisation réduit tant pour les entreprises en difficulté que pour celles en restructuration dans le cadre de ces mêmes régimes de chômage avec complément d'entreprise;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

[2017/201387]

**24 FEBRUARI 2017.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 maart 2010 tot uitvoering van het hoofdstuk 6 van Titel XI van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (1), betreffende de socialezekerheidsbijdragen en de inhoudingen verschuldigd in het stelsel van werkloosheid met bedrijfsstoeslag, op aanvullende vergoedingen bij sommige socialezekerheidsuitkeringen en op invaliditeitsuitkeringen

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (1), artikel 118, § 4, gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, artikel 120, § 5, gewijzigd bij de wetten van 28 april 2010 en 25 december 2016, artikel 124, § 1, tweede lid, gewijzigd bij de wetten van 23 december 2009, 29 maart 2012 en 25 december 2016, artikel 124, § 2, gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, artikel 124, § 3, gewijzigd bij de wet van 25 december 2016 en artikel 125, § 3, gewijzigd bij de wet van 30 december 2009;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 maart 2010 tot uitvoering van het hoofdstuk 6 van Titel XI van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (1), betreffende de socialezekerheidsbijdragen en de inhoudingen verschuldigd in het stelsel van werkloosheid met bedrijfsstoeslag, op aanvullende vergoedingen bij sommige socialezekerheidsuitkeringen en op invaliditeitsuitkeringen;

Gelet op artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 28 november 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2016;

Gelet op advies 60.810/1 van de Raad van State, gegeven op 8 februari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de spoedeisendheid gemotiveerd is door de omstandigheid dat de Programmawet van 25 december 2016 de bijzondere werkgeversbijdrage voor de stelsels van werkloosheid met bedrijfsstoeslag met ingang van 1 januari 2017 verhoogt en dat dit uitvoeringsbesluit in een verlaagde bijdragevoet wil voorzien voor zowel de ondernemingen in moeilijkheden als deze in herstructurering met betrekking tot diezelfde stelsels van werkloosheid met bedrijfsstoeslag;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Ministre des Affaires sociales et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 5bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 29 mars 2010 portant exécution du chapitre 6 du Titre XI de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (1), relatif aux cotisations de sécurité sociale et retenues dues sur des régimes de chômage avec complément d'entreprise, sur des indemnités complémentaires à certaines allocations de sécurité sociale et sur des indemnités d'invalidité, inséré par l'arrêté royal du 19 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées : ».

1° les mots « § 2quater » sont remplacés par les mots « § 2quater et § 2quinquies »

2° les mots « du licenciement collectif ou la reconnaissance » sont remplacés par les mots « du licenciement collectif et la reconnaissance ».

**Art. 2.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 5ter rédigé comme suit :

« Art. 5ter. En application de l'article 124, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi et par dérogation à l'article 118, § 2quinquies, de la loi et de l'article 5bis du présent arrêté, le pourcentage de la cotisation visée à l'article 117 de la loi est fixé comme suit lorsque l'annonce du licenciement collectif et la reconnaissance de l'employeur comme entreprise en restructuration conformément au chapitre 7 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 précité date d'après le 31 octobre 2016 et que le chômage avec complément d'entreprise prend cours durant la période de cette reconnaissance :

1° durant la période de cette reconnaissance :

- 142,50 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui, lors de la prise de cours du chômage avec complément d'entreprise, n'a pas atteint l'âge de 55 ans;

- 75 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui, lors de la prise de cours du chômage avec complément d'entreprise, a au moins 55 ans et n'a pas atteint l'âge de 58 ans;

- 75 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui, lors de la prise de cours du chômage avec complément d'entreprise, a au moins 58 ans et n'a pas atteint l'âge de 60 ans;

- 30 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui, lors de la prise de cours du chômage avec complément d'entreprise, a au moins 60 ans et n'a pas atteint l'âge de 62 ans;

- 30 % pour les autres chômeurs avec complément d'entreprise;

2° après la période de cette reconnaissance :

- 142,50 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui à la fin de la période de reconnaissance comme entreprise en restructuration n'a pas atteint l'âge de 55 ans;

- 75 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui à la fin de la période de reconnaissance comme entreprise en restructuration a au moins 55 ans et n'a pas atteint l'âge de 58 ans;

- 75 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui à la fin de la période de reconnaissance comme entreprise en restructuration a au moins 58 ans et n'a pas atteint l'âge de 60 ans;

- 37,50 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui à la fin de la période de reconnaissance comme entreprise en restructuration a au moins 60 ans et n'a pas atteint l'âge de 62 ans;

- 31,25 % pour les autres chômeurs avec complément d'entreprise.

Les pourcentages visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, sont dus à partir du mois qui suit le mois au cours duquel la période de reconnaissance comme entreprise en restructuration prend fin. Jusque là, les pourcentages visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, sont d'application. ».

**Art. 3.** A l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 13 juin 2010 et du 19 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « période de reconnaissance comme entreprise en restructuration » sont chaque fois remplacés par les mots « période de reconnaissance »;

2° dans le paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « et 2quinquies » sont insérés entre les mots « article 118, § 2quater » et les mots « de la loi »;

3° dans le paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « période de reconnaissance comme entreprise en restructuration » sont chaque fois remplacés par des mots « période de reconnaissance »;

Op de voordracht van de Minister van Werk en de Minister van Sociale Zaken en op het advies van de in Raad vergaderende Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 5bis, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 maart 2010 tot uitvoering van het hoofdstuk 6 van Titel XI van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (1), betreffende de socialezekerheidsbijdragen en de inhoudingen verschuldigd in het stelsel van werkloosheid met bedrijfsstoelag, op aanvullende vergoedingen bij sommige socialezekerheidsuitkeringen en op invaliditeitsuitkeringen, ingevoegd bij het koninklijkbesluit van 19 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden " § 2quater " worden vervangen de woorden " § 2quater en § 2quinquies ";

2° de woorden " van het collectief ontslag of de erkenning " worden vervangen door de woorden " van het collectief ontslag en de erkenning ".

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 5ter ingevoegd, luidend :

" Art. 5ter. In toepassing van artikel 124, § 1, tweede lid, van de wet en in afwijking van artikel 118, § 2quinquies, van de wet en van artikel 5bis van dit besluit, wordt het percentage van de bijdrage, bedoeld in artikel 117 van de wet, als volgt bepaald ingeval de aankondiging van het collectief ontslag en de erkenning van de werkgever als onderneming in herstructurering overeenkomstig hoofdstuk 7 van voornoemd koninklijk besluit van 3 mei 2007 dateert van na 31 oktober 2016 en de werkloosheid met bedrijfsstoelag aanvangt tijdens de periode van deze erkenning :

1° tijdens de periode van deze erkenning :

- 142,50 % voor de werkloze met bedrijfsstoelag die bij de aanvang van de werkloosheid met bedrijfsstoelag de leeftijd van 55 jaar niet heeft bereikt;

- 75 % voor de werkloze met bedrijfsstoelag die bij de aanvang van de werkloosheid met bedrijfsstoelag minstens 55 jaar is en de leeftijd van 58 jaar niet heeft bereikt;

- 75 % voor de werkloze met bedrijfsstoelag die bij de aanvang van de werkloosheid met bedrijfsstoelag minstens 58 jaar is en de leeftijd van 60 jaar niet heeft bereikt;

- 30 % voor de werkloze met bedrijfsstoelag die bij de aanvang van de werkloosheid met bedrijfsstoelag minstens 60 jaar is en de leeftijd van 62 jaar niet heeft bereikt;

- 30 % voor de andere werklozen met bedrijfsstoelag;

2° na de periode van deze erkenning :

- 142,50 % voor de werkloze met bedrijfsstoelag die op het einde van de erkenningsperiode als onderneming in herstructurering de leeftijd van 55 jaar niet heeft bereikt;

- 75 % voor de werkloze met bedrijfsstoelag die op het einde van de erkenningsperiode als onderneming in herstructurering minstens 55 jaar is en de leeftijd van 58 jaar niet heeft bereikt;

- 75 % voor de werkloze met bedrijfsstoelag die op het einde van de erkenningsperiode als onderneming in herstructurering minstens 58 jaar is en de leeftijd van 60 jaar niet heeft bereikt;

- 37,50 % voor de werkloze met bedrijfsstoelag die op het einde van de erkenningsperiode als onderneming in herstructurering minstens 60 jaar is en de leeftijd van 62 jaar niet heeft bereikt;

- 31,25 % voor de andere werklozen met bedrijfsstoelag.

De percentages bedoeld in het eerste lid, 2°, zijn verschuldigd vanaf de maand volgend op de maand waarin de erkenningsperiode als onderneming in herstructurering een einde neemt. Tot dan zijn de percentages bedoeld in het eerste lid, 1°, van kracht. ».

**Art. 3.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 juni 2010 en van 19 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 3, eerste lid, 2°, worden de woorden " periode van erkenning als onderneming in herstructurering " telkens vervangen door het woord " erkenningsperiode ";

2° In paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden " en § 2quinquies " ingevoegd tussen de woorden " artikel 118, § 2quater " en de woorden " van de wet ";

3° In paragraaf 4, eerste lid, 2°, worden de woorden " periode van erkenning als onderneming in herstructurering " telkens vervangen door het woord " erkenningsperiode ";

4° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. En application de l'article 124, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi et par dérogation à l'article 118, § 2<sup>quinqüies</sup>, de la loi, le pourcentage de la cotisation, visée à l'article 117 de la loi, est fixé comme suit lorsque l'employeur est reconnu après le 31 octobre 2016 comme entreprise en difficulté conformément au chapitre 7 de l'arrêté royal du 3 mai 2007 précité ou reconnu comme entreprise en restructuration comme prévu à l'article 18, § 7, alinéa 4, du même arrêté royal du 3 mai 2007 et que le chômage avec complément d'entreprise prend cours durant la période de cette reconnaissance :

1° durant la période de cette reconnaissance :

- 16,88 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui, lors de la prise de cours du chômage avec complément d'entreprise, n'a pas atteint l'âge de 55 ans;

- 12,50 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui, lors de la prise de cours du chômage avec complément d'entreprise, a au moins 55 ans et n'a pas atteint l'âge de 58 ans;

- 8,13 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui, lors de la prise de cours du chômage avec complément d'entreprise, a au moins 58 ans et n'a pas atteint l'âge de 60 ans;

- 4,38 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui, lors de la prise de cours du chômage avec complément d'entreprise, a au moins 60 ans et n'a pas atteint l'âge de 62 ans;

- 4,38 % pour les autres chômeurs avec complément d'entreprise;

2° après la période de cette reconnaissance :

- 142,50 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui à la fin de la période de reconnaissance n'a pas atteint l'âge de 55 ans;

- 75 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui à la fin de la période de reconnaissance a au moins 55 ans et n'a pas atteint l'âge de 58 ans;

- 75 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui à la fin de la période de reconnaissance a au moins 58 ans et n'a pas atteint l'âge de 60 ans;

- 37,50 % pour le chômeur avec complément d'entreprise qui à la fin de la période de reconnaissance a au moins 60 ans et n'a pas atteint l'âge de 62 ans;

- 31,25 % pour les autres chômeurs avec complément d'entreprise.

Les pourcentages visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, sont dus à partir du mois qui suit le mois au cours duquel la période de reconnaissance prend fin. Jusque là, les pourcentages visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, sont d'application. ».

**Art. 4.** A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 juin 2010 et par l'arrêté royal du 19 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 5, les mots « article 6, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° » sont remplacés par les mots « article 6, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° »;

2° dans l'alinéa 6, les mots « l'article 118, § 2<sup>quater</sup>, de la loi ou de l'article 5<sup>bis</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, ou de l'article 6, § 4, 2° » sont remplacés par les mots « l'article 118, §§ 2<sup>quater</sup> ou 2<sup>quinqüies</sup>, de la loi, de l'article 5<sup>bis</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, de l'article 5<sup>ter</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, ou de l'article 6, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ou § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ».

**Art. 5.** Dans l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 juin 2012, les mots « aux articles 118, §§ 2<sup>ter</sup>, 3 et 3/1, et 120, §§ 4 et 4/1 » sont remplacés par les mots « aux articles 118, §§ 2<sup>ter</sup>, 3, 3/1 et 3/2, et 120, §§ 4, 4/1 et 4/2 ».

**Art. 6.** A l'article 10 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 13 juin 2010, et modifié par l'arrêté royal du 19 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « visée à l'article 118, §§ 2, 2<sup>bis</sup> ou 2<sup>quater</sup> de la loi ou à l'article 5 ou 6 » sont remplacés par les mots « visée à l'article 118, §§ 2, 2<sup>bis</sup>, 2<sup>quater</sup> ou 2<sup>quinqüies</sup> de la loi ou à l'article 5, 5<sup>bis</sup>, 5<sup>ter</sup> ou 6 »;

2° les mots « §§ 2<sup>ter</sup>, 3 ou 3/1 » sont remplacés par les mots « §§ 2<sup>ter</sup>, 3, 3/1 ou 3/2, ».

**Art. 7.** A l'article 18, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 juin 2010 et par l'arrêté royal du 19 juin 2012, les mots « à l'article 118, §§ 2, 2<sup>bis</sup>, 2<sup>ter</sup>, 2<sup>quater</sup>, 3 et 3/1, et à l'article 120, §§ 3, 3/1, 4 et 4/1, de la loi et aux articles 5 et 6 » sont remplacés par les mots « l'article 118, §§ 2, 2<sup>bis</sup>, 2<sup>ter</sup>, 2<sup>quater</sup>, 2<sup>quinqüies</sup>, 3, 3/1 et 3/2, et à l'article 120, §§ 3, 3/1, 4, 4/1 et 4/2, de la loi et aux articles 5, 5<sup>bis</sup>, 5<sup>ter</sup> et 6 ».

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :

« § 5. In toepassing van artikel 124, § 1, tweede lid, van de wet en in afwijking van artikel 118, § 2<sup>quinqüies</sup>, van de wet, wordt het bijdragepercentage, bedoeld in artikel 117 van de wet, als volgt bepaald ingeval de werkgever na 31 oktober 2016 erkend is als onderneming in moeilijkheden overeenkomstig hoofdstuk 7 van voornoemd koninklijk besluit van 3 mei 2007 of erkend is als onderneming in herstructurering zoals bedoeld in artikel 18, § 7, vierde lid, van datzelfde koninklijk besluit van 3 mei 2007 en de werkloosheid met bedrijfstoelage aanvangt tijdens de periode van deze erkenning:

1° tijdens de periode van deze erkenning :

- 16,88 % voor de werkloze met bedrijfstoelage die bij de aanvang van de werkloosheid met bedrijfstoelage de leeftijd van 55 jaar niet heeft bereikt;

- 12,50 % voor de werkloze met bedrijfstoelage die bij de aanvang van de werkloosheid met bedrijfstoelage minstens 55 jaar is en de leeftijd van 58 jaar niet heeft bereikt;

- 8,13 % voor de werkloze met bedrijfstoelage die bij de aanvang van de werkloosheid met bedrijfstoelage minstens 58 jaar is en de leeftijd van 60 jaar niet heeft bereikt;

- 4,38 % voor de werkloze met bedrijfstoelage die bij de aanvang van de werkloosheid met bedrijfstoelage minstens 60 jaar is en de leeftijd van 62 jaar niet heeft bereikt;

- 4,38 % voor de andere werklozen met bedrijfstoelage;

2° na de periode van deze erkenning :

- 142,50 % voor de werkloze met bedrijfstoelage die op het einde van de erkenningsperiode de leeftijd van 55 jaar niet heeft bereikt;

- 75 % voor de werkloze met bedrijfstoelage die op het einde van de erkenningsperiode minstens 55 jaar is en de leeftijd van 58 jaar niet heeft bereikt;

- 75 % voor de werkloze met bedrijfstoelage die op het einde van de erkenningsperiode minstens 58 jaar is en de leeftijd van 60 jaar niet heeft bereikt;

- 37,50 % voor de werkloze met bedrijfstoelage die op het einde van de erkenningsperiode minstens 60 jaar is en de leeftijd van 62 jaar niet heeft bereikt;

- 31,25 % voor de andere werklozen met bedrijfstoelage.

De percentages bedoeld in het eerste lid, 2°, zijn verschuldigd vanaf de maand volgend op de maand waarin de erkenningsperiode een einde neemt. Tot dan zijn de percentages bedoeld in het eerste lid, 1°, van kracht. ».

**Art. 4.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juni 2010 en bij het koninklijk besluit van 19 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vijfde lid worden de woorden "artikel 6, § 2, eerste lid, 1°, § 3, eerste lid, 1°, of § 4, eerste lid, 1°" vervangen door de woorden "artikel 6, § 2, eerste lid, 1°, § 3, eerste lid, 1°, § 4, eerste lid, 1°, of § 5, eerste lid, 1°";

2° in het zesde lid worden de woorden "artikel 118, § 2<sup>quater</sup>, van de wet, van artikel 5<sup>bis</sup>, eerste lid, 1° en 2°, of van artikel 6, § 4, 2°" vervangen door de woorden "artikel 118, §§ 2<sup>quater</sup> of 2<sup>quinqüies</sup>, van de wet, van artikel 5<sup>bis</sup>, eerste lid, 1° en 2°, van artikel 5<sup>ter</sup>, eerste lid, 1° en 2°, of van artikel 6, § 4, eerste lid, 2° of § 5, eerste lid, 2°".

**Art. 5.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 juni 2012, worden de woorden "artikel 118, §§ 2<sup>ter</sup>, 3 en 3/1, en artikel 120, §§ 4 en 4/1," vervangen door de woorden "artikel 118, §§ 2<sup>ter</sup>, 3, 3/1 en 3/2, en artikel 120, §§ 4, 4/1 en 4/2".

**Art. 6.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 13 juni 2010 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "bedoeld in artikel 118, §§ 2, 2<sup>bis</sup> of 2<sup>quater</sup> van de wet of in artikel 5 of 6" worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 118, §§ 2, 2<sup>bis</sup>, 2<sup>quater</sup> of 2<sup>quinqüies</sup> van de wet of in artikel 5, 5<sup>bis</sup>, 5<sup>ter</sup> of 6";

2° de woorden " §§ 2<sup>ter</sup>, 3 of 3/1" worden vervangen door de woorden " §§ 2<sup>ter</sup>, 3, 3/1 of 3/2, ".

**Art. 7.** In artikel 18, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juni 2010 en bij het koninklijk besluit van 19 juni 2012, worden de woorden "in artikel 118, §§ 2, 2<sup>bis</sup>, 2<sup>ter</sup>, 2<sup>quater</sup>, 3 en 3/1, en in artikel 120, §§ 3, 3/1, 4 en 4/1, van de wet en in artikelen 5 en 6" vervangen door de woorden "in artikel 118, §§ 2, 2<sup>bis</sup>, 2<sup>ter</sup>, 2<sup>quater</sup>, 2<sup>quinqüies</sup>, 3, 3/1 en 3/2, en in artikel 120, §§ 3, 3/1, 4, 4/1 en 4/2, van de wet en in artikelen 5, 5<sup>bis</sup>, 5<sup>ter</sup> en 6".



**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2017, à l'exception des articles 1, 2<sup>o</sup> et 3, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2012.

**Art. 9.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions et le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
K. PEETERS

La Ministre des Affaires sociales,  
M. DE BLOCK

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017, met uitzondering van de artikelen 1, 2<sup>o</sup>, en 3, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, die hebben uitwerking met ingang van 1 april 2012.

**Art. 9.** De minister bevoegd voor Werk en de minister bevoegd voor Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken  
M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2017/10990]

5 MARS 2017. — Arrêté royal relatif  
à la rémunération des auteurs pour reprographie

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 décembre 2016 modifiant certaines dispositions du livre XI du Code de droit économique, l'article 42;

Vu le Code de droit économique, l'article XI.239, tel que modifié par la loi du 22 décembre 2016 modifiant certaines dispositions du livre XI du Code de droit économique, et l'article XI.253, § 3, inséré par la loi du 19 avril 2014 portant insertion du Livre XI « Propriété intellectuelle » dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au Livre XI dans les Livres I, XV et XVII du même Code, et remplacé par la loi du 22 décembre 2016 modifiant certaines dispositions du livre XI du Code de droit économique;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée le 10 novembre 2016 conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 novembre 2016;

Vu l'avis 60.847/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 février 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1997 relatif à la rémunération des auteurs et des éditeurs pour la copie dans un but privé ou didactique des oeuvres fixées sur un support graphique ou analogue;

Vu l'arrêté royal du 19 avril 2014 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, "Propriété intellectuelle" dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI "Propriété intellectuelle" du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 2015, et remplacé par l'arrêté royal du 12 décembre 2016;

Considérant qu'en application de l'article XI.235 du Code de droit économique, les auteurs ont droit à une rémunération en raison de la reproduction sur papier ou sur un support similaire de leurs oeuvres fixées sur papier ou sur support similaire, et qu'une méthode praticable de calcul de cette rémunération, dont l'efficacité s'est confirmée au cours des années, consiste à fixer un tarif par page de reproduction d'une oeuvre protégée;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2017/10990]

5 MAART 2017. — Koninklijk besluit betreffende  
de vergoeding voor reprografie verschuldigd aan auteurs

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 december 2016 tot wijziging van sommige bepalingen van het boek XI, van het Wetboek van economisch recht, artikel 42;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel XI.239, zoals gewijzigd door de wet van 22 december 2016 tot wijziging van sommige bepalingen van het boek XI, van het Wetboek van economisch recht, en artikel XI.253, § 3, ingevoegd door de wet van 19 april 2014 houdende invoeging van boek XI, "Intellectuele eigendom" in het Wetboek van economisch recht, en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en vervangen door de wet van 22 december 2016 tot wijziging van sommige bepalingen van het boek XI van het Wetboek van economisch recht;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd op 10 november 2016 overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 21 november 2016;

Gelet op het advies 60.847/2 van de Raad van State, gegeven op 13 februari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1997 betreffende de vergoeding verschuldigd aan auteurs en uitgevers voor het kopiëren voor privé-gebruik of didactisch gebruik van werken die op grafische of op soortgelijke wijze zijn vastgelegd;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI "Intellectuele eigendom" in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI "Intellectuele eigendom" van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 2015, en vervangen bij het koninklijk besluit van 12 december 2016;

Overwegende dat bij toepassing van artikel XI.235 van het Wetboek van economisch recht, auteurs recht hebben op een vergoeding voor de reproductie op papier of op een soortgelijke drager van hun werken vastgelegd op papier of op een soortgelijke drager en dat een toepasbare methode voor het berekenen van deze vergoeding, die haar doeltreffendheid doorheen de jaren al bewezen heeft, bestaat in het vastleggen van een tarief per gereproduceerde pagina van een beschermd werk;